



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2023151-0004

Arrêté complémentaire relatif à la modification des conditions d'exploiter de la carrière située sur le territoire des communes de PONT-SUR-SEINE et LA-VILLENEUVE-AU-CHATELOT

—
La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le code minier ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR , préfète de l'Aube;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-1712 du 15 juin 2011, autorisant l'exploitation d'une carrière située sur le territoire des communes de PONT-SUR-SEINE et LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0003 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le Plan de Prévention du Risque Inondation de la Seine Aval approuvé le 9 janvier 2020 ;

VU le porter à connaissance déposé le 23 novembre 2022, portant modification des conditions d'exploitation du site de la société CARRIÈRE SAINT-CHRISTOPHE, sis à PONT-SUR-SEINE, par la pose d'une extension de tapis de plaine ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 23 mars 2023 ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 10 mai 2023 transmettant le projet d'arrêté à l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour formuler ses observations ;

VU le courriel de la société du 16 mai 2023 ;

Considérant que la localisation du projet se situe pour la majeure partie au sein de l'emprise actuelle de la carrière exploitée par la société CARRIERES SAINT-CHRISTOPHE ;

Considérant que les caractéristiques des impacts du projet et les mesures d'évitement et de réduction de ces impacts sur le milieu et la santé publique, ont été adaptées en fonction des contraintes environnementales locales ;

Considérant que le projet a un impact positif sur le trafic interne en limitant les déplacements entre les zones d'extraction au Nord et les installations de traitement au Sud-Est, représentant environ 60 passages de camions par jour ;

Considérant que le projet ne modifie pas le classement actuel du site soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le projet n'est pas soumis à évaluation des incidences Natura 2000 ;

Considérant que le projet n'est pas soumis à une demande d'autorisation de défrichement (parcelle ZE 20) ;

Considérant que cette demande n'est pas soumise à une nouvelle évaluation environnementale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 2011-1712 du 15 juin 2011, autorisant l'exploitation d'une carrière située sur le territoire des communes de PONT-SUR-SEINE et de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT est modifié comme suit :

La société CARRIERES SAINT-CHRISTOPHE, dont le siège social est situé lieu-dit « Le Haut de la Cour », RD6 à BLIGNICOURT (10500), ci-après désignée l'exploitant, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de PONT-SUR-SEINE et LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT, aux lieux-dits « le Gué Dehan, le Haut de Launoy » et « le Rouest, les Argentolles », les installations suivantes :

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	A-D ou NC
Exploitation d'une carrière au sens de l'article 4 du code minier	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière de matériaux alluvionnaires sur une surface autorisée de 63ha 32a 66ca dont 50ha 60a 33ca voués à extraction et une profondeur moyenne de 5 mètres.	300 000 t/an moyen et un volume maximal extrait de 4 550 000 tonnes sur 18 ans.	2510-1	A

Broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant de supérieure à 200 kW	Installations de traitements de matériaux alluvionnaires [broyage, criblage, concassage, ...]	Puissance installée de 400 kW (250 kW pour le traitement des matériaux et 150 kW pour la centrale de malaxage) Et capacité de traitement de 250t/h	2515-1	A
--	---	--	--------	---

Le tonnage maximal annuel autorisé est de 450 000 tonnes/an soit 250 000 m³/an.

Le tonnage moyen annuel autorisé est de 300 000 tonnes/an soit 166 000 m³/an.

L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA d'une superficie de 63 ha 32 a 66 ca.

A l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE représente une superficie de 50 ha 60 a 33 ca.

Commune Lieux-dits	Parcelles	Superficie autorisée	Superficie exploitable
PONT-SUR-SEINE « Le Gué Dehan » Section ZH	2	3ha 20a 67ca	2ha 24a 47ca
	3	6ha 34a 73ca	4ha 76a 05ca
	4	44a 20ca	33a 15ca
	5	39a 00ca	29a 25ca
	6	39a 38ca	29a 54ca
	7	11ha 25a 53ca	9ha 00a 42ca
	20	00ha 00a 00ca	00ha 00a 00ca
		Passage tapis de	Passage tapis de
		plaine	plaine
« Le Haut de Launoy » Section ZE	29	65a 10ca	58a 59ca
	30	37a 95ca	34a 16ca
	4		
LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT « Le Rouest » Section ZL	5	2ha 12a 72ca	1ha 85a 07ca
	6	63a 14ca	54a 93 ca
	7	1ha 24a 48 ca	1ha 08a 30ca
	8	2ha 49a 89ca	2ha 17a 40 ca
	11	62a 11ca	54a 04ca
	12	2ha 39a 36ca	2ha 08a 24ca
	13	78a 38ca	68a 19ca
	14	4ha 22a 09ca	3ha 67a 22ca
	15	3ha 21a 02ca	2ha 79a 29ca
	23	7ha 12a 31ca	3ha 91a 70ca
« Les Argentolles Section ZL		15ha 40a 60ca	13ha 40a 32ca
	TOTAL	63ha 32a 66ca	50ha 60a 33ca

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à 18 ans pour la carrière et l'installation de traitement.

L'extraction de matériaux commercialisables n'est plus réalisée après 17,5 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11-1712 du 15 juin 2011, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'extraction autorisée concerne les matériaux alluvionnaires et est réalisée en eau au moyen d'engins mécaniques.

La remise en état du site consiste en un aménagement en plans d'eau et la mise en place de prairies humides pour une autre partie. Elle sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Article 2 : Remise en état

L'article 11.2 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affectée par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact et aux plans y afférents, la remise en état comportera les principales dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site, notamment les tapis de plaine,
- la création de 3 plans d'eau : n°1 de 12.5 ha, n°2 de 11.4 ha et n°3 16.4 ha,
- la restitution de 7.3 ha de prairies humides, par remblaiement avec les matériaux inertes provenant du site (découverte et stériles) ; ces prairies seront gérées par fauche annuelle ; en marge du plan d'eau n°1, un habitat favorable aux insectes et notamment au Cuivré des marais sera recréé,
- les berges en pente douce (inférieure ou égale à 15°) représenteront 40% du linéaire de berges, les berges intermédiaires (30°) 40%, les berges filtrantes (45°) 10%, les berges doubles 7% et les berges sableuses 3%,
- des berges à 30° seront créées aux abords des fossés de drainage associés aux ouvrages de décharges situés sous la RD 40 bis,
- des hauts fonds seront mis en place sur 30% du linéaire de berges,
- la sinuosité des berges des plans d'eau sera accentuée afin d'adoucir la linéarité des limites du parcellaire,
- un îlot affleurant sera créé dans le plan d'eau n°3, il sera recouvert de graviers,
- des mares à amphibiens seront créées au nord et au sud,
- un boisement compensatoire sera créé au sud du plan d'eau n°3 sur une superficie de 1.2 ha (arbres 60% et arbustes 40%) ; la densité sera de 1200 plants d'essences locales à l'hectare,
- des bosquets et des haies arbustives seront créés à différents endroits sur le pourtour des plans d'eau.

Après exécution des travaux de remise en état et d'aménagement de l'exploitation, les plans de récolement de ces travaux devront être adressés au service navigation de la Seine. Les plans doivent être dressés sur un plan topographique de terrain rattaché au nivellement général de la France (système NGF normal).

Article 3 :

L'article 14 de l'arrêté susvisé, est modifié comme suit :

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an. Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais.

Lors de la mise en place du tapis de plaine, l'exploitant devra également respecter le règlement du Plan de Prévention du Risque Inondation de la Seine Aval approuvé le 9 janvier 2020, notamment :

- la mise hors d'eau (soit à la cote minimale de 66,82 m NGF) de toute installation permise par le PPRi, des coffrets d'alimentation et de tableaux de commandes des installations électriques et de stockages de produits inertes, dangereux, polluants, périssables ou toxiques,
- le déplacement possible ou l'ancrage des installations afin de résister aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence. Dans ce dernier cas, le matériel électrique doit être démontable et les installations doivent être placées dans le sens du courant,
- l'adaptation des matériaux à l'immersion.

Article 4 : Plan

L'article 15 de l'arrêté susvisé, est modifié comme suit :

Un plan à l'échelle 1/2000ème est établi. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation ;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte... ;
- tapis de plaine.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspection des installations classées.

Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société CARRIÈRES SAINT-CHRISTOPHE.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de PONT-SUR-SEINE et LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de PONT-SUR-SEINE et LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires des communes de PONT-SUR-SEINE et LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **31 MAI 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.